

Arrêt

n° 350 351 du 14 juillet 2026
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. VANDEWALLE
Koopvaardijlaan 13
9000 GENT

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 6 novembre 2025 par X, qui déclare être de nationalité palestinienne, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 31 octobre 2025.

Vu l'article 51/4, ancien, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 13 mars 2026 convoquant les parties à l'audience du 9 avril 2026.

Entendu, en son rapport, A. PIVATO, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en ses observations, la partie requérante représentée par Me A. HAEGEMAN *loco* Me M. VANDEWALLE, avocates.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *demande irrecevable (protection internationale dans un autre état membre UE* », prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée la « Commissaire générale »).

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes né le [XXX] à Khan Younès, dans la bande de Gaza. Vous êtes d'origine palestinienne, arabe et musulman sunnite. Vous êtes marié et vous avez trois enfants dont un fils décédé. Ceux-ci se trouvent dans la bande de Gaza.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants.

Vous êtes scolarisé jusqu'en primaire et vous vendez des légumes dans la bande de Gaza. Vous ne savez pas lire ni écrire.

Le 3 octobre 2023, vous quittez la bande de Gaza légalement en raison de la guerre, d'un conflit interpersonnel et car vous risquez d'être condamné. Vous transitez par l'Egypte et vous arrivez en Turquie le 5 octobre 2023. Vous restez deux mois en Turquie et votre père vous permet de subvenir à vos besoins en vous prêtant de l'argent. En Turquie, vous êtes arrêté à plusieurs reprises par les autorités lorsque vous tentez de rejoindre illégalement la Grèce. Le 17 décembre 2023, vous arrivez en Grèce. Le 25 janvier 2024, vous introduisez une demande de protection internationale en Grèce. Pendant votre procédure de demande de protection, vous êtes dans un centre d'accueil sur l'île de Kos. Vous obtenez un statut de réfugié le 7 février 2024. Vous obtenez également un titre de séjour grec, valable du 7 février 2024 au 6 février 2027 ainsi qu'un titre de voyage grec, valable du 11 mars 2024 au 10 mars 2029. Après avoir obtenu votre statut de réfugié, vous restez six jours à Kos en dehors du centre et vous logez chez un jardinier qui vous offre une pièce où dormir et à manger. Par la suite, vous vous rendez à Athènes afin de trouver un travail. A Athènes, vous logez par intermittence dans un logement partagé et dans la rue. En Grèce, vous obtenez l'aide d'une organisation qui vous fournit de la nourriture. En Grèce, vous obtenez à plusieurs reprises de l'aide de la part d'autres personnes dont certains membres de votre famille. A Athènes, vous travaillez dans plusieurs domaines de manière non déclarée.

Vous retournez à une reprise à Kos afin d'aller chercher votre titre de séjour et vous revenez à Athènes.

Vous obtenez également un AMKA et un AFM mais vous n'avez pas les moyens financiers de faire les démarches pour activer votre AMKA.

En Grèce, vous achetez des médicaments en pharmacie pour calmer vos céphalées. Vous tentez de vous rendre à une reprise dans un hôpital à Athènes mais vous êtes refusé car vous n'avez pas d'assurance.

Vous prenez contact également avec un psychologue mais ne comprenant pas ce qu'il vous dit, vous pensez qu'il vous réclame une assurance et vous quittez l'endroit.

Toujours en Grèce et lorsque vous logez dans la rue, vos effets personnels sont volés à une reprise par des personnes ivres.

A Athènes, vous êtes interpellé par les autorités grecques qui vous demandent de lever les bras et vous insultent.

Fin avril-début mai 2024, vous quittez légalement la Grèce avec vos documents grecs pour vous rendre en Belgique. Vous introduisez votre demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers le 14 mai 2024.

En Belgique, vous avez un suivi psychologique et vous travaillez.

Votre sac contenant vos documents grecs est perdu en Belgique.

En cas de retour, vous craignez de ne pas pouvoir trouver d'emploi, ne maîtrisant pas la langue grecque — ce qui constituerait, selon vous, une condition sine qua non à l'embauche. Vous craignez également de devoir à nouveau vivre dans des conditions précaires et d'être confronté au racisme.

A l'appui de votre demande de protection, vous déposez plusieurs documents analysés infra.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que le Commissariat général (ci-après, CGRA) considère que des besoins procéduraux spéciaux peuvent être reconnus dans votre chef.

Ainsi, vous avez déposé une attestation psychologique évoquant un trouble de stress post-traumatique se manifestant par des souvenirs intrusifs, un sentiment de détresse émotionnelle, notamment en lien avec le décès de l'un de vos enfants ainsi qu'un repli social, des accès de colère etc. Cette attestation mentionne également que vous souffrez d'une dépression sévère qui se reflète par la présence d'une tristesse intense, une anxiété, une perte d'intérêt, un isolement social et des difficultés de concentration (cf. farde de documents, attestation psychologique du 20 juin 2025, pièce n°6).

Afin de rencontrer ces besoins de manière adéquate, des mesures de soutien ont été prises en ce qui vous concerne dans le cadre du traitement de votre demande. Ainsi, dès le début de votre entretien, l'agent de l'EUA s'est assuré que vous étiez capable de faire cet entretien, que votre état psychologique n'impactait

pas vos réponses aux questions et vous a signalé que vous pouviez demander à faire des pauses (Notes de l'entretien personnel du 10 octobre 2025, ci-après -NEP-, p.2). Une pause a été effectuée et en fin d'entretien, vous avez affirmé avoir pu exposer toutes les raisons pour lesquelles vous demandez une protection internationale en plus d'avoir compris l'interprète présent pendant votre entretien personnel (NEP, p.11 et p.18). Votre avocate a également mentionné à la fin de votre entretien n'avoir aucune remarque à formuler sur le déroulement de celui-ci (NEP, p.18).

Par conséquent, il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure actuelle et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après examen de tous les éléments contenus dans votre dossier administratif, votre demande de protection internationale est déclarée irrecevable, conformément à l'article 57/6, § 3, alinéa premier, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Des éléments à disposition du CGRA (cf. farde « Informations sur le pays », document « demande pays-tiers »), il ressort que vous bénéficiez déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne, à savoir la Grèce. Vous ne contestez pas cette constatation. Ainsi, il ressort de ces mêmes informations que vous avez obtenu le statut de réfugié le 7 février 2024, un titre de séjour valable du 7 février 2024 au 6 février 2027 et un titre de voyage (passeport grec) valide du 11 mars 2024 au 10 mars 2029.

Il ressort de vos déclarations que **vos documents grecs dont votre titre de séjour imprimé ont été perdus**, le document attestant par ailleurs votre possession d'un titre de séjour valide, après que votre sac contenant vos effets personnels soit perdu (NEP, p.6).

Le Commissariat général souligne d'emblée que cette perte ne repose que sur vos propres allégations et que vous n'apportez aucun élément concret permettant d'attester la perte effective d'un titre de séjour en cours de validité. Dès lors qu'il ressort clairement de l'ensemble de votre dossier que vous devriez être en possession d'un tel document, de simples allégations ne sauraient suffire à en établir la perte.

Ensuite, le Commissariat général estime que même à considérer un tel cas de figure comme établi, quod non en l'espèce, vous ne seriez pas confronté aux mêmes difficultés que celles auxquelles sont confrontés les bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce dont le titre de séjour a expiré et qui doivent retourner dans cet Etat membre.

Premièrement, le Commissariat général souligne qu'il **est possible d'obtenir une carte de remplacement** (« replacement card ») en cas de perte du titre de séjour (ADET) imprimé. Pour ce faire, il est nécessaire de se rendre dans un Bureau d'asile afin de signaler la perte du document afin d'obtenir une attestation de perte qu'il faut soumettre à la police. La police donne une notice à la personne concernée. L'Office d'asile doit être informé de cette notice et approximativement 4 mois après avoir été informé, il prend une nouvelle décision pour l'émission d'un titre de séjour. Les dernières informations objectives indiquent qu'en pratique, le délai d'attente n'est en réalité que de deux mois. Une fois la décision obtenue, il est nécessaire de prendre un rendez-vous auprès du bureau de Police compétent afin d'obtenir le nouveau titre de séjour imprimé. La procédure est similaire en cas de document endommagé (Refugee Info Greece - How to renew and replace lost, damaged or expired documents, 6 avril 2024, disponible sur : <https://greece.refugee.info/en-us/articles/4985619341335> ; et Bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce. Access to documents and socio-economic rights, publié par RSA/PRO ASYL, p. 17, mars 2025, disponible sur : https://rsaegean.org/wp-content/uploads/2025/04/RSA_BIP_Report_EN.pdf).

Deuxièmement, il ressort de votre dossier administratif que votre titre de séjour n'a pas encore expiré, vous faites uniquement valoir que votre titre de séjour imprimé serait perdu. Les informations objectives indiquent également que ce n'est qu'après qu'une déclaration de vol ou de perte ait été dûment réalisée, que le document physique est invalidé. Ces informations ne permettent pas non plus de suspecter que l'invalidité d'un ADET imprimé, dans le cadre d'une procédure qui vise à recréer un document identique, entraînerait la suspension ou l'annulation du droit de résider ou d'autre droit acquis au moyen de ce dernier.

Par conséquent, même s'il fallait conclure que vous ne seriez plus en la possession de votre titre de séjour imprimé, vous ne seriez pas confronté aux difficultés que rencontrent les personnes qui ne bénéficient plus d'un titre de séjour valide.

En effet, concernant le numéro de sécurité sociale (AMKA), le Commissariat général constate qu'il ressort également des informations objectives que **celui-ci n'est désactivé qu'à l'expiration du titre de séjour** (AIDA/ECRE, Country Report : Greece. Update 2023, juin 2024, p. 248 : " According to the latest JMD

F80320/109864/14.12.2023, the Social Security Number (AMKA) is deactivated a day after the residence permit **expires** "). En effet, il ressort des informations objectives que l'AMKA est désactivé le lendemain de l'expiration de la validité du titre de séjour car la législation grecque dispose que l'AMKA est désactivé en cas de séjour irrégulier sur le territoire grec (Ibidem, p. 278 : " Spécifiquement en ce qui concerne la désactivation pour cause de séjour irrégulier dans le pays, [la désactivation] a lieu automatiquement le jour suivant l'expiration de la validité du titre de séjour, en l'absence de renouvellement, de prorogation ou de retrait du statut de la protection internationale ou temporaire "). C'est donc bien l'expiration de la validité du titre de séjour qui importe, et celle du titre de séjour imprimé. Dès lors que votre titre de séjour n'expire pas avant le 6 février 2027, votre AMKA serait également valide jusqu'à cette date. Et à supposer que vous n'auriez pas entrepris les démarches nécessaires pour l'obtention de votre AMKA, vous ne seriez pas privé de l'accès gratuit aux soins de santé auprès des établissements publics (" Si vous n'avez pas d'AMKA, mais que vous avez une ordonnance d'un médecin d'un hôpital public ou d'un centre médical, même si elle est écrite à la main, vous pouvez obtenir vos médicaments **gratuitement** à la pharmacie de l'hôpital où le médecin a fourni l'ordonnance " sur UNHCR Greece, Living In - Access to healthcare, disponible sur : <https://help.unhcr.org/greece/living-in-greece/access-to-healthcare/> ; Refugee Info Greece - Health care without a social security number (PAAYP A or AMKA), 29 avril 2024, disponible sur : <https://greece.refugee.info/en-us/articles/4985632313623> ; **Country Report : Greece. Update 2022** ", op. cit., pp. 250 à 251).

Concernant le numéro de registre fiscal (AFM), il ressort des informations objectives que bien que l'AADE ait décidé que les demandeurs d'asile qui se voient reconnaître une protection, allaient automatiquement se voir délivrer un AFM par les autorités, au terme d'une procédure d'obtention en ligne, la réalité du terrain est plus nuancée. En effet en pratique, pour les bénéficiaires qui avait déjà fait les démarches en vue de l'obtention et obtenu un AFM, les données ne sont pas automatiquement mise à jour par les autorités après l'obtention d'une protection. Il appartient donc aux bénéficiaires de prendre rendez-vous auprès du bureau d'impôt compétent (DOY) pour que cette mise à jour puisse être opérée, pourvu qu'ils soient en possession d'un ADET en cours de validité et qu'ils soient en mesure de prouver leur adresse de résidence.

En ce qui concerne les bénéficiaires n'ayant pas obtenu d'AFM en tant que demandeurs d'asile, ils suivent une procédure distincte et sont dirigés vers les DOY. Dans ce cas il leur est demandé un ADET valide ou un DADP en cours de validité.

Aucune difficulté ne ressort des informations objectives lors de l'accomplissement de cette procédure. (Cfr. Bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce. Access to documents and socio-economic rights, publié par RSA/PRO ASYL, p. 21, mars 2025, disponible sur : https://rsaegean.org/wp-content/uploads/2025/04/RSA_BIP_Report_EN.pdf ; Greece Refugee Info, 17 novembre 2022, disponible sur : <https://greece.refugee.info/en-us/articles/4985668588951>).

Or, il ressort des informations objectives que **la désactivation de l'AFM n'a lieu qu'à l'expiration du titre de séjour** (Bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce. Access to documents and socio-economic rights, publié par RSA/PRO ASYL, p. 21, mars 2025, disponible sur : https://rsaegean.org/wp-content/uploads/2025/04/RSA_BIP_Report_EN.pdf : " the AFM is automatically deactivated upon **the expiry of the ADET** and cannot be used until the ADET is renewed "). Dès lors que votre titre de séjour n'expire pas avant le 6 février 2027, votre AFM est également valide jusqu'à cette date. Quand bien-même vous devriez donc entreprendre des démarches afin d'obtenir une carte de remplacement et renouveler votre titre de séjour imprimé, vous continuerez à avoir accès au marché du travail, à un compte en banque et à la location de biens.

Ensuite, dans le cadre du Régime d'asile européen commun (RAEC), il y a lieu de croire que le traitement qui vous a été réservé et vos droits y sont conformes aux exigences de la convention de Genève, à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (CEDH). En effet, le droit de l'Union européenne repose sur le principe fondamental selon lequel chaque État membre partage avec les autres États membres une série de valeurs communes sur lesquelles s'appuie l'Union et que chaque État membre reconnaît que les autres États membres partagent ces valeurs avec lui. Cette prémisse implique et justifie l'existence de la confiance mutuelle entre les États membres quant à la reconnaissance de ces valeurs et, donc, dans le respect du droit de l'Union qui les met en œuvre, ainsi que dans la capacité des ordres juridiques nationaux respectifs à fournir une protection équivalente et effective des droits fondamentaux reconnus par la Charte (voir : Cour de justice (Grande chambre) 19 mars 2019, nos C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17, ECLI:EU:C:2019:219, Ibrahim e.a., paragraphes 83-85 et Cour de justice (Grande chambre) 19 mars 2019, n° C-163/17, ECLI:EU:C:2019:218, Jawo, paragraphes 80-82). Il en découle qu'en principe, les demandes de personnes qui jouissent déjà d'une

protection internationale dans un autre État membre de l'UE peuvent être déclarées irrecevables. Il s'agit là d'une expression du principe de confiance mutuelle.

La constatation selon laquelle il peut exister des différences entre les États membres de l'UE quant à l'étendue des droits accordés au bénéficiaire de la protection internationale et à l'exercice qu'il peut en faire, n'empêche pas qu'il ait accès, notamment, au logement (social), à l'aide sociale, aux soins de santé ou à l'emploi aux mêmes conditions que pour les ressortissants de l'État membre qui a accordé la protection et que, dès lors, il doit entreprendre les mêmes démarches qu'eux pour y avoir recours. Lors de l'examen de la situation du bénéficiaire, ce sont donc les conditions de vie des ressortissants de cet État qui servent de critère, non les conditions dans d'autres États membres de l'Union européenne. Il est également tenu compte de la réalité selon laquelle les difficultés socioéconomiques de ces ressortissants peuvent aussi être très problématiques et complexes.

Sinon, il s'agirait de comparer les systèmes socioéconomiques nationaux, les moyens de subsistance et la réglementation nationale, dans le cadre desquels le bénéficiaire de la protection internationale pourrait bénéficier d'un meilleur régime que les ressortissants de l'État membre qui lui a offert une protection. Cela ne remettrait pas seulement en question la pérennité du RAEC, mais contribue également aux flux migratoires irréguliers et secondaires, ainsi qu'à la discrimination par rapport aux ressortissants de l'UE.

La Cour de justice de l'Union européenne a également estimé que seules des circonstances exceptionnelles empêchent que la demande d'une personne qui jouit déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'UE soit déclarée irrecevable, à savoir lorsque l'on peut prévoir que les conditions de vie du bénéficiaire de la protection internationale dans un autre État membre l'exposent à un risque sérieux de traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 4 de la Charte – qui correspond à l'article 3 de la CEDH. La Cour ajoute que, lors de l'évaluation de tous les éléments de l'affaire, un « seuil particulièrement élevé de gravité » doit être atteint. Or, ce n'est le cas que si « l'indifférence des autorités d'un État membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que, notamment, ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale, ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine » (Ibid., Ibrahim e.a., paragraphes 88-90 et Jawo, paragraphes 90-92).

Selon la Cour de justice, les situations qui n'impliquent pas de « dénuement matériel extrême » ne sont pas de nature à atteindre le seuil particulièrement élevé de gravité, même si elles se caractérisent : par une grande incertitude ou une forte détérioration des conditions de vie; par la circonstance que les bénéficiaires d'une protection subsidiaire ne reçoivent, dans l'État membre qui a accordé une telle protection au demandeur, aucune prestation de subsistance, ou sont destinataires d'une telle prestation dans une mesure nettement moindre que dans d'autres États membres, sans être toutefois traités différemment des ressortissants de cet État membre; par le seul fait que la protection sociale et/ou les conditions de vie sont plus favorables dans l'État membre auprès duquel la nouvelle demande de protection internationale a été introduite que dans l'État membre ayant déjà accordé la protection subsidiaire; par la circonstance que les formes de solidarité familiale auxquelles ont recours les ressortissants d'un État membre pour faire face aux insuffisances du système social dudit État membre font généralement défaut pour les bénéficiaires d'une protection internationale; par une vulnérabilité particulière qui concerne spécifiquement le bénéficiaire; ou par l'existence de carences dans la mise en œuvre de programmes d'intégration des bénéficiaires (Ibid., Ibrahim e.a., paragraphes 91-94 et Jawo, paragraphes 93-97).

Le Commissariat général est conscient du fait que plusieurs sources et rapports qu'il a pu consulter décrivent depuis plusieurs années une situation problématique et précaire en ce qui concerne les conditions de vie des bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce. Cette situation est en partie dictée par le climat politique et socio-économique grec, et implique en particulier pour les titulaires d'un statut de protection internationale en Grèce (et ceux qui y retournent) qu'ils peuvent être confrontés à des complications administratives lors de la délivrance ou du renouvellement de documents de base, ce qui peut à son tour compliquer l'accès aux services de base (logement, nourriture, hygiène, soins médicaux) (Voy. Country Report: Greece. Update 2023, publié par AIDA/ECRE en juin 2024 et disponible sur : <https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2024/06/AIDA-GR2023-Update.pdf> ; Verslag feitenonderzoek naar statushouders in Griekenland, publié par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas en septembre 2024 et disponible sur : <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2024/09/03/verslag-feitenonderzoek-naar-statushouders-in-griekenland-september-2024> ; Communication on the status of migration management in mainland Greece publié par la Commission européenne en avril 2025 en <https://home-affairs.ec.europa.eu/communication-status-migration-management-mainlandgreece-en> ; Beneficiaries

of international protection in Greece. Access to documents and socio-economic rights, publié par RSA/PRO ASYL en mars 2025 et disponible sur : <https://rsaegear.org/wp-content/uploads/2025/04/RSABIPReportEN.pdf>).

Les informations ci-dessus démontrent que les bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce ont accès au marché du travail, au marché immobilier et aux soins de santé. Des ONG qui opèrent en Grèce apportent leur soutien aux bénéficiaires de protection internationale. Le Commissariat général estime, en outre, que ces informations ne permettent pas de conclure qu'un bénéficiaire de protection internationale en Grèce (ni celui qui y retourne) y est ou sera placé, de manière systémique dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine. En outre, le Commissariat général n'a pas connaissance d'arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'homme ou le Conseil du Contentieux des Étrangers en ce sens.

Le Commissariat général estime donc que s'il y a lieu d'appliquer une prudence accrue dans l'examen des conditions de vie des bénéficiaires de la protection internationale en Grèce et que dans un certain nombre de cas, l'application de l'article 57/6, §3, al 1er, 3° ne sera pas envisageable, une analyse individuelle demeure requise. Ainsi, le Commissariat général est particulièrement attentif à l'existence d'une vulnérabilité accrue dans le chef des demandeurs, à leur profil individuel et leur capacité à faire valoir leurs droits, entreprendre des démarches et subvenir eux-mêmes à leurs besoins essentiels.

D'une analyse approfondie des éléments que vous avez présentés à l'appui de votre demande de protection internationale, dans le cadre de laquelle il vous incombe de renverser, en ce qui vous concerne personnellement, la présomption selon laquelle vos droits fondamentaux en tant que bénéficiaire d'une protection internationale sont respectés dans l'État membre de l'UE qui vous a accordé cette protection, il ressort que vous n'invoquez pas assez d'éléments concrets pour que votre demande soit jugée recevable.

Il ressort des éléments de votre dossier administratif qu'en **tant que bénéficiaire d'une protection internationale en Grèce**, vous avez été confronté à des conditions de vie relativement précaires et difficiles sur le plan de l'emploi, des soins de santé, de l'enseignement du grec et du logement. Cependant, il convient tout d'abord d'observer que l'on ne peut conclure pour ce motif que l'indifférence des autorités de cet État – pour autant que vous ayez été entièrement dépendant de leur aide, indépendamment de votre volonté et de vos choix personnels – vous a entraîné dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne vous permettrait pas de faire face à vos besoins les plus élémentaires, tels que vous nourrir, vous laver, ou vous loger et qui porterait atteinte à votre santé physique ou mentale, ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine. Il n'y a pas non plus d'indications concrètes que ce soit le cas si vous deviez retourner dans cet État membre.

Qui plus est, vous ne démontrez pas de façon convaincante que vous avez entrepris des tentatives sérieuses pour faire valoir vos droits. Néanmoins, à la lumière de la présomption précitée – selon laquelle vos droits fondamentaux en tant que bénéficiaire de la protection internationale sont respectés en Grèce – qui implique aussi que les autorités de cet État membre sont en mesure de vous offrir une protection effective et équivalente, l'on peut raisonnablement attendre de vous que vous épuisiez toutes les voies de droit potentielles qui vous sont ouvertes en Grèce et que vous étayiez ces démarches de façon détaillée et circonstanciée. Or, ce n'est pas le cas en l'espèce.

Pour commencer, plusieurs éléments témoignent d'une autonomie et d'une capacité d'adaptation de votre part.

Sur le plan du logement, certes le Commissariat général ne remet pas en cause le fait que vous ayez vécu dans des conditions précaires notamment lorsque vous avez quitté le centre situé à Kos ou lorsque vous avez logé dans la rue à Kos et à Athènes (NEP, pp.8-9 et p.11). Toutefois, vous êtes tout de même parvenu à trouver un logement à Kos après être sorti du centre, lorsqu'un Grec, propriétaire d'un jardin, vous a autorisé à dormir dans une pièce et vous a également offert à manger (NEP, p.10). Aussi, lorsque vous vous êtes retrouvé à Athènes, vous êtes aussi parvenu à obtenir un logement partagé avec d'autres personnes et vous avez été en capacité de payer le loyer, notamment grâce à un homme qui vous a prêté de l'argent et que vous avez remboursé (NEP, p.11). A cet égard, le propriétaire voulant également vous aider à accepter que vous restiez deux mois dans ce logement contre un seul mois de loyer (NEP, pp.11-12). Certes, vous indiquez que les conditions de vie dans ce logement partagé étaient mauvaises sans pour autant appuyer vos déclarations par des éléments objectifs (NEP, p.9). Qui plus est, aucun élément ne permet d'établir que vous avez cherché activement à améliorer votre situation et le fait de demander à une connaissance de vous informer quand un logement serait disponible ne peut être considéré comme une démarche effective et

suffisante (NEP, p.11). Concernant votre période de sans-abrisme, vous reconnaissez avoir tout de même pu subvenir à vos besoins essentiels, notamment en vous rendant chez la personne qui vous avait précédemment loué ce logement partagé (NEP, p.11). Vous avez également reçu de l'argent à plusieurs reprises de la part de certains amis et de votre proche qui vit en Belgique pour manger et boire en Grèce (NEP, p.12). Cette aide externe illustre votre aptitude à établir des liens sociaux avec des personnes que vous ne connaissiez pas auparavant, ce qui constitue un atout essentiel pour s'intégrer dans un nouvel environnement. Par conséquent, certes, vous avez vécu dans des conditions difficiles voire précaires mais vous êtes parvenu à vous loger à plusieurs reprises et avoir de l'aide financière pour subvenir à vos besoins élémentaires. Dès lors, rien n'indique qu'en cas de retour, vous vous retrouveriez dans une situation similaire.

Sur le plan de l'emploi, il ressort du dossier que, malgré le fait que vous invoquiez ne pas avoir obtenu d'emplois déclarés en raison de votre méconnaissance du grec, vous êtes parvenu à trouver plusieurs activités professionnelles en Grèce notamment en vous adressant à des personnes aléatoirement (NEP, p.9). Concernant le fait que la recherche d'un emploi était complexe car vous ne parveniez pas à communiquer, force est d'observer, que vos démarches pour suivre des cours de grec sont limitées. Le fait de souligner que la langue grecque constitue un obstacle à votre intégration professionnelle, notamment en raison du coût que représente des cours de langue en Grèce n'est pas considérée comme suffisante par le CGRA (NEP, p.9 et p.16). En effet, malgré cette barrière linguistique, vous êtes parvenu à travailler à plusieurs reprises (NEP, p.9). Aussi, force est de constater, qu'en Belgique, même si vous dites ne pas être en mesure actuellement d'apprendre une nouvelle langue, vous avez entrepris des démarches pour vous inscrire à des cours et vous avez déjà travaillé (NEP, pp.4-5). Dès lors, ces expériences démontrent que vous n'avez pas épuisé l'ensemble des démarches pour trouver un emploi et rien n'indique que vous ne trouveriez pas d'emploi en cas de retour en Grèce si vous faites les démarches nécessaires.

Dans le même sens, vous êtes également parvenu à entreprendre des démarches auprès d'agences d'intérim en Belgique pour obtenir un emploi sans pour autant maîtriser l'une des langues nationales et vous avez également travaillé lorsque vous étiez dans la bande de Gaza (NEP, pp.4-5). L'ensemble de ces expériences illustre des compétences transférables et une faculté à vous insérer professionnellement, y compris dans des contextes nouveaux et linguistiquement différents. Ces éléments laissent raisonnablement penser que vous seriez en mesure de mobiliser ces aptitudes en Grèce. Aussi, le fait que vous aviez été passé par des organisations pour obtenir de l'aide et que vous avez même demandé à ces dernières pour obtenir un emploi tend à démontrer que vous êtes en mesure de mobiliser les ressources à votre disposition pour subvenir à vos besoins (NEP, p.10). Il est donc raisonnable de penser que vous seriez capable, en cas de retour, de faire appel à nouveau aux nombreuses associations et organisations présentes sur place, qui offrent des services gratuits aux personnes réfugiées, tels que l'accès aux soins de santé, la distribution alimentaire, l'hébergement, l'assistance juridique ou encore le soutien psychosocial (cf. *farde « Informations sur le pays »*, COI Focus Grèce, Aide aux migrants, du 25 juillet 2025).

De plus, il ressort des informations objectives que les personnes ayant introduit une demande de protection internationale après le 31 décembre 2020 obtiennent automatiquement un numéro de registre fiscal (AFM) lors de la délivrance de leur carte de demandeur de protection internationale (Cfr. *Bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce. Access to documents and socio-economic rights*, publié par RSA/PRO ASYL, p. 18, mars 2023, disponible sur : <https://rsaegean.org/wp-content/uploads/2023/03/2023-03RSABIP.pdf> ; *Greece Refugee Info*, 17 novembre 2022, disponible sur : <https://greece.refugee.info/en-us/articles/4985668588951>). Le CGRA rappelle que le numéro de registre fiscal donne accès au marché du travail, à l'ouverture d'un compte en banque et à la location d'un bien. Le numéro de registre fiscal (AFM) demeure valide pour autant que le titre de séjour (ADET) l'est aussi (Ibidem). Lors de l'expiration du titre de séjour (ADET), le numéro de registre fiscal (AFM) est désactivé jusqu'au renouvellement du titre de séjour (ADET)(Ibidem).

En l'espèce, vous avez introduit votre demande de protection internationale après le 31 décembre 2020. Force est donc de constater que lorsque vous étiez en Grèce, vous disposiez d'un numéro de registre fiscal comme demandeur, vous donnant accès au marché du travail, à l'ouverture d'un compte en banque et à la location d'un bien. Le Commissariat général estime donc que vous êtes en mesure d'entreprendre certaines démarches afin d'obtenir un travail et de subvenir à vos besoins.

En tant que bénéficiaire d'une protection internationale, vous avez reçu un ADET. Vous deviez ensuite prendre rendez-vous avec le « bureau des impôts » compétent pour mettre à jour vos données AFM (Cfr. *Réfugiés reconnus 2025. Accès aux documents et aux droits socio-économiques* p. 20-21, publié par RSA en avril 2025 et disponible sur <https://rsaegean.org/wp-content/uploads/2025/04/RSABIPReport-EN.pdf>).

Notons que vous déclarez spontanément avoir eu un AFM mais que vous n'auriez pas activé ce numéro suite à son coût financier (NEP, p.7). Or, le fait que vous ayez préféré utiliser votre argent pour obtenir un titre de

voyage au lieu de faire les démarches pour activier votre AFM est un choix personnel qui ne démontre nullement une intention sincère de séjourner durablement dans l'autre Etat membre. Notons également que vous confondez l'AMKA et l'AFM (NEP, p.7).

Dans le cas où vous n'auriez pas effectué les démarches pour mettre à jour votre AFM après avoir obtenu votre ADET, vous ne démontrez pas qu'il vous est impossible de réaliser de telles démarches. De fait, vous avez été capable de réaliser avec succès les démarches pour obtenir votre ADET et votre passeport grec (NEP, pp.6-7). Pour rappel, votre ADET est valable jusqu'au 6 février 2027 et votre AFM demeure valide jusqu'à cette date également (cf. supra).

Aussi, l'obtention de plusieurs documents grecs témoigne une nouvelle fois de votre autonomie et de votre capacité à vous débrouiller. En effet, vous avez entrepris les démarches nécessaires pour obtenir vos documents grecs, notamment en vous rendant d'Athènes à Kos afin de récupérer votre titre de séjour, et ce en empruntant de l'argent à des proches (NEP, p. 12). En effet, vous avez bénéficié d'un certain soutien de votre entourage, en particulier d'un proche résidant en Belgique, qui vous a permis d'effectuer ce déplacement en vous transférant les fonds nécessaires pour l'aller-retour (Ibidem). Dès lors, rien ne permet d'écarter la possibilité que vous puissiez à nouveau bénéficier de ce réseau d'entraide en cas de retour.

Par ailleurs, vous déclarez être analphabète, ce que votre avocate souligne également dans ses observations formulées en fin d'entretien personnel (NEP, p.4, p.7, p.13 et p.18). Vous avancez que le fait de ne pas savoir lire et écrire a complexifié votre vie en Grèce (NEP, p.4, p.7 et p.13). Toutefois, même si votre alphabétisme n'est pas remis en cause, il convient de souligner que, malgré cet obstacle supplémentaire, vous avez pu obtenir plusieurs emplois tant en Grèce qu'en Belgique. Vous avez également entrepris diverses démarches pour obtenir des documents grecs et solliciter l'aide d'organisations, ce qui démontre que vous parvenez à surmonter les difficultés liées à votre analphabétisme. En outre, il ressort de vos déclarations qu'en Belgique, vous avez commencé à apprendre à écrire, notamment votre nom, ce qui témoigne de votre volonté d'améliorer vos compétences et de renforcer votre autonomie (NEP, p.10).

Concernant les problèmes médicaux rencontrés en Grèce, vous expliquez avoir tenté de vous rendre à l'hôpital suite à des problèmes respiratoires et des maux de tête mais que l'accès vous a été refusé faute d'assurance et de moyens financiers (NEP, p.14). Toutefois, le fait qu'un accès à l'hôpital vous ait été refusé ne repose que sur vos seules allégations et même si vous n'aviez pas été pris en charge dans cet établissement comme vous le déclarez, force est d'observer que vous avez été en capacité de vous procurer des médicaments en vous rendant dans une pharmacie (NEP, pp.14-15). Vous ne mentionnez à aucun moment avoir tenté de vous rendre dans un autre établissement hospitalier pour être pris en charge. Dès lors, ces éléments ne démontrent pas que vous ne pourriez accéder au système de santé grec en vous rendant dans un hôpital public par exemple (cf. supra).

Par ailleurs, s'agissant de votre tentative de consulter un psychologue en Grèce sur les conseils d'une connaissance — tentative que vous n'auriez pas poursuivie, selon vos dires, en raison de l'exigence d'une assurance, si vous avez bien compris — ces éléments reposent, une fois de plus, uniquement sur vos déclarations et suppositions (NEP, p.15). En effet, vous admettez ne pas avoir compris ce qu'il vous était demandé puisque vous ne parlez pas le grec mais que vous avez supposé que cela était en lien avec la nécessité d'avoir une assurance (NEP, p.15). Quand bien même cela serait avéré, le fait que vous avez eu recours à vos contacts pour consulter un psychologue en Grèce témoigne de votre capacité à entreprendre des démarches par vous-même. Dès lors, rien ne permet de conclure que vous seriez dans l'incapacité d'accéder à un accompagnement similaire en cas de retour.

Aussi, le Commissariat général souligne également le fait que vous avancez avoir obtenu l'AMKA (NEP, p.7).

A ce titre, le CGRA rappelle qu'il ressort des informations objectives que les bénéficiaires d'une protection internationale ont un accès gratuit aux soins de santé en Grèce dans les mêmes conditions que les ressortissants grecs (AIDA, Country Report : Greece. Update 2023, disponible sur : <https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2024/06/AIDA-GR-2023-Update.pdf> et Communication on the status of migration management in mainland Greece publié par la Commission européenne le 4 avril 2025 et disponible sur <https://homeaffairs.ec.europa.eu/communication-status-migration-management-mainland-greece-en>).

Il ressort des informations objectives que les problèmes principaux que rencontrent les bénéficiaires de la protection internationale en Grèce sont liés aux difficultés d'accès à un titre de séjour (ADET) et un numéro de sécurité sociale (AMKA). Or, force est de constater que tel n'est pas votre cas.

De plus, si les informations objectives font état de difficultés dans certains hôpitaux pour avoir accès à des interprètes, ces informations ne font pas état de difficultés systématiques ou insurmontables. Au contraire, il ressort d'un sondage mené par le UNHCR entre juin 2022 et juin 2023 que seul 29% des bénéficiaires contactés affirmaient avoir rencontré des difficultés pour accéder à des soins de santé en raison de la barrière de la langue, notamment (AIDA, Country Report : Greece. Update 2023, disponible sur : <https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2024/06/AIDA-GR-2023-Update.pdf>).

Concernant vos problèmes de santé psychologiques actuels (NEP, p.14), ceux-ci sont confirmés par une attestation psychologique (cf. farde « documents », pièce n°6). Ces éléments ne sont pas contestés par le Commissariat général. Bien que vous nécessitez un suivi psychologique régulier et soutenu, comme recommandé par la psychologue que vous avez consultée en Belgique, vous ne démontrez pas une dépendance totale ni ne prouvez que votre vulnérabilité particulière compromet gravement votre subsistance et votre capacité à exercer vos droits de manière autonome, au point de constituer un risque sérieux que vous connaissiez des conditions de vie contraires aux articles 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et 4 de la Charte européenne (Ibid., Ibrahim e.a., paragraphe 93 et Jawo, paragraphe 95).

Concernant les problèmes que vous dites avoir rencontrés avec les autorités grecques, à savoir le fait que vous auriez été maltraité ou encore lorsque vous auriez été appréhendé à Athènes et que les policiers auraient pris vos vêtements en plus de vous insulter, force est d'observer que de tels faits ne reposent que sur vos seules allégations (NEP, pp.10-11). Outre votre affirmation selon laquelle vous n'avez pas été le seul à être visé par ces actes de violence, rien ne permet de penser que vous avez tenté de faire valoir vos droits, notamment en portant plainte, par exemple (NEP, p.11). Dès lors, rien n'indique qu'en cas de retour vous ne seriez pas en mesure de recevoir la protection des autorités grecques.

Concernant le vol dont vous dites avoir été victime par des personnes ivres lorsque vous vous trouviez dans la rue à Athènes, force est d'observer qu'en plus de ne reposer que sur vos seules allégations, il ressort que vous n'avez pas essayé de recourir à l'aide ou la protection des instances compétentes, quoique la présomption précitée – selon laquelle, en tant que bénéficiaire d'une protection internationale en Grèce, vos droits fondamentaux sont respectés – implique aussi que les autorités qui y sont présentes sont en mesure d'offrir une protection effective et équivalente, à condition bien sûr que vous entrepreniez les démarches nécessaires (NEP, p.16). Vous indiquez vous être rendu à une reprise dans un commissariat afin d'obtenir un document attestant votre situation de sans-abrisme — ce qui vous aurait été refusé — mais vous ne mentionnez à aucun moment avoir déposé plainte pour le vol subi, et ce, malgré la demande formulée par l'officier de protection (Ibidem). De telles démarches concernant l'obtention d'un document attestant que vous viviez en rue démontre encore une fois que vous avez des ressources et connaissances concernant les démarches à suivre. Quant au vol que vous auriez subi, si les autorités ne sont pas informées d'actes criminels, elles ne peuvent évidemment pas ouvrir d'enquête pour retrouver vos agresseurs et ne peuvent donc pas prendre de mesures à leur encontre. Dans ce contexte, vous ne démontrez donc pas avoir été confronté à l'indifférence des autorités grecques. De plus, il convient de souligner que la protection offerte par une autorité nationale doit être effective. Toutefois, elle ne doit pas être absolue et offrir une protection contre tout acte commis par des tiers. Les autorités ont un devoir de protection des citoyens, mais ce devoir n'implique en aucun cas une obligation de résultat. De plus, aucune règle de droit ne peut assurer une protection absolue, mais l'existence de mesures raisonnables visant à prévenir les persécutions ou les atteintes graves est suffisante. Enfin, force est de constater qu'au-delà de ces faits, vous n'avez pas vécu d'autres situations similaires (Ibidem).

Dès lors, la présomption selon laquelle vos droits fondamentaux en tant que bénéficiaire d'une protection internationale en Grèce sont respectés et selon laquelle vous bénéficiez des mêmes droits que ses ressortissants ne vous dispense évidemment pas de devoir également entreprendre les démarches nécessaires pour faire valoir ces droits.

Enfin, constatons également que vous avez quitté la Grèce entre fin avril et début mai 2024, en direction de la Belgique (cf. dossier administratif OE, rubrique itinéraire et cf. annexe 26), ce qui fait que vous seriez resté en Grèce moins de trois mois après l'obtention de votre statut de réfugié. **Il ressort de ce qui précède l'absence totale, dans votre chef, d'une intention sincère de séjourner durablement dans l'autre État membre et d'y faire valoir vos droits.**

Compte tenu de ce qui précède, force est de conclure que vous ne parvenez pas à renverser la présomption selon laquelle vos droits fondamentaux sont respectés en tant que bénéficiaire d'une protection internationale en Grèce. Partant, aucun fait ni élément n'empêche l'application de l'article 57/6, § 3, alinéa premier, 3°, aux circonstances qui vous sont spécifiques et votre demande est déclarée irrecevable.

Les différents documents que vous présentez à l'appui de votre demande de protection internationale n'ayant pas encore fait l'objet d'une analyse supra ne sont pas de nature à modifier le sens de la présente décision. De fait, la copie de votre passeport palestinien, de votre carte d'identité palestinienne ainsi que la copie de votre carte familiale UNRWA (cf. farde de documents, pièces n°1, 2 et 3), soit des éléments relatifs à votre identité, votre origine et votre inscription auprès de l'UNRWA soit des informations considérées comme établies par le Commissariat général.

Concernant la copie des cartes d'identité de vos parents, de votre femme, du rapport médical au sujet de votre père, des photos de sa blessure, de l'acte de votre mariage et les actes de décès de l'un de vos enfants et d'un autre membre de votre famille ainsi que les actes de naissance de deux de vos enfants (cf. farde de documents, pièces n°4, 7, 8 et 9), ces éléments attestent votre situation familiale et la situation de membres de votre famille à Gaza, lesquels ne sont pas remis en cause par la présente décision.

Quant aux photos en lien avec la situation à Gaza (cf. farde de documents, pièce n°5), même si le Commissariat général ne remet pas en cause de tels éléments, ils ne sont pas de nature à renverser la présente décision puisque celle-ci se base sur votre situation à l'égard de la Grèce.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je déclare votre demande de protection internationale irrecevable sur base de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3° de la Loi sur les étrangers.

J'attire l'attention de la Ministre sur le fait que vous bénéficiez d'une protection internationale octroyée par la Grèce et qu'à ce titre, il convient de ne pas vous renvoyer vers la bande de Gaza. »

2. La requête

2.1. La partie requérante invoque la violation de diverses règles de droit¹.

2.2. En substance, elle conteste la pertinence de la motivation de la décision entreprise au regard des circonstances de faits propres à l'espèce.

2.3. En conclusion, elle demande ce qui suit : « A titre principal, de réformer la décision attaquée et donc attribuer à la requérante le statut de réfugié ou la protection subsidiaire, conformément à l'article 39/2, §1er, 1° de la loi du 15 décembre 1980 [...] ; A titre subsidiaire, d'annuler la décision attaquée, sur base de l'article 39/2, §1er, 2° de la loi du 15 décembre 1980 [...] afin que le Commissariat général procède à des mesures d'instruction complémentaire. »².

3. Les pièces

3.1. Le 30 mars 2026, la partie défenderesse a transmis au Conseil une note complémentaire³ dans laquelle elle expose diverses considérations concernant la situation des bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce, la vulnérabilité des demandeurs d'une protection internationale d'origine palestinienne, la compétence de réformation du Conseil, le recours aux agents de l'EUAA dans le cadre de l'entretien personnel, la neutralité et l'habilitation de l'expert de l'EUAA. Cette note comprend également divers liens vers des informations relatives à la situation des demandeurs et bénéficiaires de la demande de protection internationale en Grèce ainsi que des références jurisprudentielles.

3.2. Le 7 avril 2026, la partie requérante a transmis au Conseil une note complémentaire⁴ dans laquelle elle expose diverses considérations sur la situation des bénéficiaires d'une protection internationale en Grèce et la vulnérabilité du requérant et à laquelle elle joint plusieurs documents dont seulement deux sont inventoriés de la manière suivante :

« 3. Lettre au CGRA des organisations grecques

4. Lettre et réponse mtre [L.] – RSA »⁵.

¹ Requête, p. 4.

² Requête, p. 53.

³ Dossier de la procédure, pièce 8.

⁴ Dossier de la procédure, pièce 10.

⁵ Dossier de la procédure, pièce 10, p. 24.

4. Le cadre juridique de l'examen du recours

4.1. Le présent arrêt intervient alors que les instruments législatifs régissant la matière de la protection internationale sont en pleine modification. Le Conseil estime dès lors nécessaire de clarifier dès à présent les instruments et références législatifs pertinents en l'espèce.

La protection internationale est, en effet, substantiellement impactée par l'entrée en vigueur des divers instruments législatifs constituant ce qui est communément appelé le « Pacte migratoire européen ». Parmi les dix instruments composant ce Pacte, le Règlement dit « Qualification »⁶ et le Règlement dit « Procédure »⁷ présentent une pertinence particulière dans le cadre des recours contre les décisions de la Commissaire générale. Ces Règlements sont, en substance et par leur nature, directement applicables dans l'ordre juridique belge. Toutefois, pour les points où ces Règlements laissent une marge de manœuvre aux Etats membres, des règles d'exécution, et par conséquent, des adaptations de la législation existante, sont nécessaires. Ainsi certaines dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sont abrogées, tandis que d'autres sont modifiées par la loi du 16 juin 2026⁸. Les Règlements « Qualification » et « Procédure » sont en outre mis en œuvre dans la loi du 17 juin 2026 relatif au Conseil du contentieux des étrangers⁹ qui a, par ailleurs, pour second objectif, « la rédaction de procédures de recours claires et simplifiées auprès du Conseil du contentieux des étrangers, avec des délais de recours rationalisés inscrits dans un texte législatif clair, structuré logiquement et rédigé dans un langage clair »¹⁰, de sorte que certaines règles organiques et de procédure sont modifiées.

4.2. Les Règlements sont entrés en vigueur le 12 juin 2026. Les lois des 16 et 17 juin 2026, quant à elles, ont été publiées le 19 juin 2026. La question de l'application dans le temps de ces différentes législations doit dès lors être clarifiée.

4.2.1. Le Règlement Procédure prévoit, en son article 79 « Entrée en vigueur et application », qu'il « s'applique à la procédure d'octroi d'une protection internationale en ce qui concerne les demandes introduites à partir du 12 juin 2026. Les demandes de protection internationale introduites avant cette date sont régies par la directive 2013/32/UE ». En conséquence, la présente demande de protection internationale ayant été introduite avant le 12 juin 2026, les dispositions de la Directive Procédure¹¹, telles que transposées en droit belge, sont d'application en l'espèce.

4.2.2. Le Règlement Qualification prévoit, en son article 42 « Entrée en vigueur et mise en application », prévoit ce qui suit : « Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Le présent règlement est applicable à partir du 12 juin 2026. Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les Etats membres conformément aux traités ». En conséquence, aucune mesure transitoire n'ayant été prévue, le Règlement Qualification s'applique en l'espèce.

Or, les définitions pertinentes prévues par ce Règlement sont les suivantes :

- Est considéré comme réfugié « [...] tout ressortissant de pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou tout apatride qui, se trouvant pour les mêmes raisons que celles décrites hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 12 [...] »¹².
- Est considéré comme personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, « tout ressortissant de pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que cette personne, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 15, et qui n'entre pas dans le

⁶ Règlement (UE) 2024/1347 du Parlement et du Conseil du 14 mai 2024 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil

⁷ Règlement (UE) 2024/1348 du Parlement et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE

⁸ Loi du 16 juin 2026, modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne, M. B., 19 juin 2026, p. 33130

⁹ Loi du 17 juin 2026 relatif [sic] au Conseil du contentieux des étrangers, M. B., 19 juin 2026, p. 33154

¹⁰ Projet de loi relatif [sic] au Conseil du contentieux des étrangers, exposé des motifs, Doc. parl., Ch. Repr., 2025-2026, n°1933/001, p. 5

¹¹ Directive 2013/32/UE du Parlement et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte)

¹² Règlement Qualification, article 3, point 5).

champ d'application de l'article 17, paragraphes 1 et 2, et qui ne peut ou, du fait de ce risque, ne veut se prévaloir de la protection de ce pays »¹³.

– Les atteintes graves précitées sont

« a) la peine de mort ou l'exécution;

b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou

c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international »¹⁴.

Le Conseil estime, dès lors, que ce changement d'instrument législatif en cours de procédure n'apporte aucune modification substantielle aux notions de « *réfugié* » et de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », les conditions matérielles pour être reconnu réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire étant essentiellement restées les mêmes. En effet, l'article 3, points 1) et 5), lu conjointement avec l'article 9 du Règlement Qualification, ne modifie en rien ces critères. De même l'article 15 du Règlement Qualification énonce les mêmes conditions matérielles pour l'obtention du statut de protection subsidiaire que l'article 15 de la directive « qualification », dont l'article 48, paragraphe 4, alinéas 2, a), b) et c) de la loi du 15 décembre 1980 constituait la transposition.

4.2.3. La loi relative au CCE prévoit, en son article 5.11 que « les dispositions de la présente loi s'appliquent : à tous les recours introduits auprès du Conseil à dater de la date d'entrée en vigueur de la présente loi ; et à tous les recours encore pendants devant le Conseil au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour les étapes de la procédure qui ne sont pas encore terminées ; sous réserve des dispositions dérogatoires visées au présent titre ». L'article 5.12 de la même loi, intitulé « Dérogations au champ d'application et dispositions transitoires » prévoit, en son §3, que « Pour tous les recours pendants devant le Conseil à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et pour lesquels une audience a déjà été fixée en application de l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980 ou pour lesquels une procédure au sens de l'article 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3 de ladite loi est déjà appliquée, la procédure se déroule conformément aux dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi ». En l'espèce, l'audience ayant été fixée en application de l'article 39/74 ancien de la loi du 15 décembre 1980, les anciennes règles de procédure continuent de s'appliquer. Cette disposition transitoire n'appelle ainsi pas davantage de développement.

4.2.4. Enfin, les modifications de la loi du 15 décembre 1980 sont entrées en vigueur le 19 juin 2026, ce qui n'appelle pas de développement particulier dans le cas d'espèce.

4.3. Au vu de ce qui précède, et bien que le contenu du Règlement Qualification diffère, sur certains points, de celui de la Directive Qualification, le Conseil relève, après un examen attentif du dossier administratif et de la procédure, que ces changements législatifs qui interviennent en cours de procédure n'affectent pas, en l'espèce, l'examen de la demande de protection internationale de la partie requérante. Le même constat s'impose s'agissant de la loi relative au CCE et des modifications apportées à la loi du 15 décembre 1980. Dès lors, toutes les références, sans autre précision, au Règlement Qualification, à la loi du 15 décembre 1980 ou aux lois des 16 et 17 juin 2026 contenues dans le présent arrêt concernent des notions qui n'ont subi aucune modification substantielle de contenu et n'ont pas d'impact significatif sur l'examen du présent recours.

5. L'appréciation du Conseil

A. L'examen de la recevabilité

A.1. L'acte attaqué fait application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, lequel dispose ce qui suit :

« § 3. *Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides peut déclarer irrecevable une demande de protection internationale lorsque :*

[...]

3° le demandeur bénéficie déjà d'une protection internationale dans un autre État membre de l'Union européenne ».

Cette disposition transpose l'article 33, § 2, a), de la directive 2013/32/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale.

¹³ Règlement Qualification, article 3, point 6).

¹⁴ Règlement Qualification, article 15

Selon la jurisprudence de la CJUE¹⁵, une telle décision n'est toutefois compatible avec l'article 4 de la Charte que si le demandeur ne risque pas, en cas de retour dans cet État, de se retrouver, en raison de sa vulnérabilité particulière et indépendamment de sa volonté, dans une situation de dénuement matériel extrême constitutive d'un traitement inhumain ou dégradant. Il ressort de la jurisprudence précitée que l'appréciation d'une décision d'irrecevabilité fondée sur l'existence d'une protection internationale déjà accordée dans un autre État membre doit s'effectuer à la lumière d'informations objectives, fiables et actualisées relatives à la situation générale dans cet État ainsi qu'au regard de la situation individuelle du demandeur. S'agissant de la Grèce, le Conseil constate que les bénéficiaires d'une protection internationale y sont confrontés à d'importantes difficultés d'accès à leurs droits socio-économiques et à des conditions de vie souvent précaires. Sans se prononcer sur l'existence de défaillances systémiques conduisant automatiquement à un risque de dénuement matériel extrême, le Conseil estime que cette situation impose un examen particulièrement attentif des circonstances propres au demandeur, en tenant compte de sa vulnérabilité personnelle et de l'ensemble des éléments invoqués à cet égard.

A.2. En l'occurrence, le requérant a obtenu, le 7 février 2024, le statut de réfugié en Grèce¹⁶ et le Conseil estime qu'il présente une vulnérabilité particulière.

A cet égard, il ressort des déclarations du requérant qu'il a perdu un de ses enfants et un oncle, décédés suite aux bombardements effectués par les forces armées israéliennes sur la bande de Gaza¹⁷ ; que son père a été blessé durant ces mêmes bombardements et que leur habitation a été détruite¹⁸ ; que d'autres ont été blessés et que leur habitation a été détruite¹⁹ ; qu'il souffre d'un état de stress post-traumatique, présente une détresse profonde et une douleur intense depuis la perte de son enfant et son impuissance face à la situation actuelle à Gaza²⁰.

Le Conseil estime également qu'il convient de prendre en compte le vécu du requérant durant son séjour en Grèce.

A cet égard, le requérant déclare qu'une fois qu'il a obtenu le statut de réfugié il a notamment vécu dans ce qui semble s'apparenter à un abri de jardin (sans fenêtre), à la rue et dans un logement exigu avec plusieurs personnes²¹, qu'il a été victime d'une agression raciste par les forces de l'ordre²², qu'il n'a pas été traité pour son asthme, l'accès à l'hôpital lui ayant été refusé faute d'assurance²³. Le Conseil estime que les déclarations du requérant sont crédibles et tient partant ces éléments pour établis. La partie défenderesse, dans sa décision, ne conteste pas ces éléments mais en relativise la portée.

Il résulte de ces différents constats que le vécu du requérant en Grèce constitue, aux côtés des éléments de vulnérabilité constatés ci-avant, une circonstance exceptionnelle qui lui est propre et qu'il convient de prendre en compte.

Le Conseil considère, au vu de ce qui précède, que le requérant présente une souffrance psychologique et une détresse résultant, notamment, de la situation humanitaire catastrophique qui règne actuellement à Gaza, où il a perdu des membres de sa famille.

Partant, à la lumière de l'ensemble des éléments relevés *supra*, le Conseil tient pour établie la vulnérabilité particulière du requérant.

A.3. Dès lors, au vu de la situation personnelle du requérant et du contexte prévalant actuellement en Grèce pour les bénéficiaires d'une protection internationale, le Conseil estime que le requérant peut se prévaloir de circonstances exceptionnelles qui lui sont propres et qui impliquent qu'il est raisonnable de penser qu'en cas de retour en Grèce, il se trouverait, en raison de sa vulnérabilité particulière, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou le mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine, emportant la violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentale (ci-après dénommée la « CEDH ») et de l'article 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après dénommée la « Charte »)²⁴.

¹⁵ CJUE, grande chambre, arrêt du 19 mars 2019, Ibrahim et autres contre Bundesrepublik Deutschland, affaires jointes C-297/17, C-318/17, C-319/17 et C-438/17.

¹⁶ Dossier administratif, pièce 6/1.

¹⁷ Dossier administratif, pièce 4 « Document CGRA », entretien personnel, p. 6 et pièces 5/4, 5/5, 5/8 et 5/9.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Dossier administratif, pièce 5/6.

²⁰ Dossier administratif, pièce 7/6, 7/7 et pièce 4 annexée à la requête du requérant.

²¹ Dossier administratif, pièce 4 « Document CGRA », entretien personnel, p. 10 et 11.

²² Dossier administratif, pièce 4 « Document CGRA », entretien personnel, p. 11.

²³ Dossier administratif, pièce 4 « Document CGRA », entretien personnel, pp. 14 et 15.

²⁴ CJUE, 16 juillet 2020, C-517/17, *Addis*, § 52, en référence à CJUE, 19 mars 2019, *Jawo*, C-163/17, § 95.

Tenant ainsi compte de « l'ensemble des faits de l'espèce »²⁵ et sur la base de la situation individuelle du requérant, le Conseil estime que ce dernier a apporté les éléments concrets nécessaires de nature à renverser la présomption qu'il peut se prévaloir du statut de protection qui lui a été accordé en Grèce et qu'il ne se trouvera pas dans une situation de dénuement matériel extrême en cas de transfert vers ce pays, indépendamment de la circonstance que son titre de séjour, perdu en Belgique, est toujours en cours de validité²⁶.

Les développements généraux figurant dans la note complémentaire de la partie défenderesse ne peuvent pas inverser le sens de cette conclusion. La partie défenderesse ne démontre pas non plus de façon convaincante les éléments de comparabilité de situations qui imposeraient de tenir compte, dans son chef, des enseignements jurisprudentiels qu'elle cite, et le Conseil rappelle qu'en tout état de cause, s'agissant des arrêts antérieurement prononcés par ses soins, le droit belge ne connaît pas la règle du précédent.

A.4. Au vu de ce qui précède, il apparaît qu'en l'espèce, la partie défenderesse n'est pas fondée à faire usage de la faculté qui lui est offerte de considérer la demande de protection internationale du requérant comme irrecevable en application de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, pour le motif qu'une protection internationale a déjà été accordée au requérant dans un autre État membre de l'Union européenne, en l'occurrence la Grèce. La note complémentaire de la partie défenderesse ne comporte aucun élément susceptible d'énervier les développements qui précèdent.

Par conséquent, il convient de procéder à l'examen au fond de la demande de protection internationale du requérant au regard de son pays d'origine, en l'occurrence la Palestine et plus particulièrement la bande de Gaza.

B. L'examen au fond

B.5. La compétence du Conseil est définie à l'article 2.60 de la loi CCE, lequel dispose, en son §2, comme suit : « Lorsque le recours est dirigé contre une décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, le Conseil peut lors de l'examen du besoin de protection internationale, par dérogation au paragraphe 1er, rejeter le recours ou confirmer, réformer ou annuler la décision.

Le juge examine au préalable s'il peut réformer ou confirmer la décision attaquée avant de procéder à une annulation soit parce que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle que le Conseil ne saurait pas réparer, soit parce qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut pas conclure à une confirmation ou à une réformation sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Dans ce cas, le juge peut clarifier les éléments devant faire l'objet d'un examen complémentaire par la partie défenderesse.

S'il s'agit d'une décision d'irrecevabilité au sens de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 ou l'article 38 du règlement procédure d'asile, le juge peut procéder directement, sans avoir préalablement examiné s'il peut réformer ou confirmer la décision, à l'annulation pour le motif qu'il existe des indications sérieuses que le requérant pourrait prétendre à l'octroi de la protection internationale ».

Cet article, ne modifie que très légèrement l'ancien article 39/2 de la loi du 15 décembre 1980 de sorte que les enseignements déjà tirés à l'égard de l'ancienne disposition maintiennent leur pertinence en l'espèce. Ainsi, il ne ressort nullement de cette disposition que le Conseil ne disposerait pas d'une compétence de réformation des décisions que la Commissaire générale a prises sur pied de l'article 57/6, § 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, et qu'il ne pourrait que confirmer ou annuler de telles décisions. À cet égard, le Conseil rappelle et fait sienne l'analyse qui a déjà été exposée dans d'autres affaires :

« Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée [...] Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (Projet de loi réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Par ailleurs, s'agissant d'un recours dirigé contre une décision d'irrecevabilité d'une demande de protection internationale, l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit la possibilité pour le Conseil d'annuler l'acte attaqué « pour le motif qu'il existe des indications sérieuses que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou à l'octroi de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 ».

²⁵ CJUE, arrêt *Ibrahim* précité, § 89

²⁶ Dossier administratif, pièce 6/1.

Cette disposition a été insérée dans la loi du 15 décembre 1980 par la loi du 10 avril 2014 portant des dispositions diverses concernant la procédure devant le Conseil et devant le Conseil d'État (M. B., 21 mai 2014).

L'article 39/76, §1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 a été adapté pour être en conformité avec cette nouvelle compétence d'annulation du Conseil, et dispose, désormais, que « Le président de chambre saisi ou le juge au contentieux des étrangers désigné examine toujours s'il peut confirmer ou réformer la décision attaquée, sauf s'il s'agit d'une décision d'irrecevabilité visée à l'article 57/6, § 3, alinéa 1er ».

À cet égard, les travaux préparatoires de la loi du 10 avril 2014 susmentionnée indiquent, à propos de la modification apportée à l'article 39/76, § 1er, alinéa 1er, que « [l]a réparation d'une irrégularité pour le motif qu'il existe des indications sérieuses que le requérant peut prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 ou à l'octroi de la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, doit pouvoir simplement conduire à l'annulation de la décision attaquée, sans que le juge soit en premier lieu obligé de faire cette appréciation lui-même. Dans ce cas, la procédure d'asile (effet suspensif) est à nouveau ouverte devant le Commissaire général. Si le juge estime qu'il a les éléments nécessaires pour exercer pleinement ses compétences, il peut attribuer un statut de protection internationale » (Doc. parl., session 2013-2014, Chambre des représentants, n° 53-3445/002, p 12).

Il est donc établi que, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une décision d'irrecevabilité prise en application de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, comme c'est le cas en l'espèce, le Conseil peut soit confirmer cette décision, soit l'annuler pour l'un des motifs énoncés à l'article 39/2, § 1er, alinéa 2, 2° et 3°, de la loi du 15 décembre 1980, soit encore la réformer et attribuer lui-même un statut de protection internationale s'il estime disposer de tous les éléments nécessaires ».

B.6. La question qui se pose, en l'espèce, est donc celle de déterminer si le Conseil peut se prononcer sur le fond de l'affaire, en toute connaissance de cause et sans qu'il soit nécessaire de réaliser des mesures d'instruction complémentaire.

B.7. Dans sa note complémentaire²⁷, la partie défenderesse soutient que le Conseil ne dispose pas de tous les éléments pour statuer dans la présente affaire et elle se réfère en outre aux arrêts de la CJUE, prononcés respectivement le 18 juin 2024, dans l'affaire QY c. Bundesrepublik Deutschland (C-753/22), et le 22 février 2022, dans l'affaire XXXX contre Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (C-483/20).

Le Conseil ne partage pas la pétition de principe de la partie défenderesse, selon laquelle le Conseil ne disposerait pas de tous les éléments pour statuer, et il observe d'ailleurs qu'elle s'abstient d'indiquer la moindre mesure d'instruction, précise et spécifique, qui serait absolument indispensable et sans laquelle le Conseil ne pourrait pas se prononcer sur le fond de la présente affaire : elle se borne à invoquer de manière vague et hypothétique de « *potentiels indices d'exclusion sur base de l'article 1F de la Convention de Genève* », « *l'existence de seconds pays d'origine/de résidence habituelle ou d'une protection réelle dans un premier pays d'asile ou d'un pays tiers sûr* », sans mentionner le moindre indice qui permettrait de croire en la nécessité de procéder à de telles mesures d'instruction²⁸.

Le Conseil rappelle qu'en tant que juridiction indépendante, il juge souverainement s'il dispose de ces éléments, sans que l'autorité administrative puisse lui imposer son appréciation quant à ce. En ce qui concerne l'arrêt de la CJUE, prononcé le 18 juin 2024 dans l'affaire QY c. Bundesrepublik Deutschland (C-753/22), le Conseil constate d'emblée que l'hypothèse ayant conduit la juridiction de renvoi à poser la question préjudicielle est bien différente de la présente affaire, dès lors qu'elle concernait une personne ayant d'abord été reconnue réfugié et qui a vu ensuite sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié rejetée par un second État membre, alors que la présente affaire offre potentiellement une situation totalement différente. Le Conseil souligne surtout que l'échange d'information entre les deux États membres vise, selon la CJUE, à assurer la cohérence des décisions prises par deux États membres sur le besoin de protection internationale d'une même personne (CJUE, arrêt du 18 juin 2024, QY c. Bundesrepublik Deutschland, affaire C-753/22, § 78) ; or, en l'occurrence, il n'y aurait aucune incohérence entre une décision de reconnaissance de la qualité de réfugié, prises par la Grèce en 2024, et un éventuel arrêt belge reconnaissant une telle qualité au requérant en 2026. En outre, si, conformément à l'arrêt de la CJUE, prononcé le 22 février 2022, dans l'affaire XXXX contre Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (C-483/20), la Commissaire générale, lorsqu'elle fait application de l'article 57/6, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, est dispensée de l'obligation d'examiner si le demandeur réunit les conditions requises pour prétendre à un statut de protection internationale en application de l'article 1^{er}, section A, de la Convention de Genève et de l'article 15 du Règlement Qualification, cela ne signifie nullement que la Commissaire générale ou la juridiction d'appel ne seraient pas autorisées à entreprendre un tel examen à cette occasion.

Le Conseil rappelle également que, si les instances belges ne sont pas liées par la décision de reconnaissance adoptée par un autre État membre, elles doivent néanmoins dûment en tenir compte. En l'espèce, il ne ressort nullement du dossier administratif que le requérant pourrait relever d'une autre clause

²⁷ Dossier de la procédure, pièce 8.

²⁸ Voy. contra CCE, arrêt n° 335.227 du 30 octobre 2025, § 3.8.2

d'exclusion que celle prévue à l'article 1^{er}, section D, de la Convention de Genève. Le Conseil souligne d'ailleurs que la Grèce n'a pas opposé aux requérants l'un des motifs d'exclusion du statut de réfugié, tels qu'ils sont énumérés à l'article 12 de la Directive 2011/95/UE ou du Règlement Qualification et qu'elle n'a donc pas considéré que le requérant s'était rendu coupable d'un des agissements énumérés à l'article 1^{er}, section F, de la Convention de Genève. Un même constat s'impose en ce qui concerne « *l'existence de seconds pays d'origine/de résidence habituelle ou d'une protection réelle dans un premier pays d'asile ou d'un pays tiers sûr* ». Le Conseil rappelle une fois encore qu'en l'espèce, la partie défenderesse s'abstient de mentionner le moindre indice qui permettrait de croire en la nécessité de procéder à de telles mesures d'instruction²⁹.

Ainsi, le Conseil n'aperçoit aucun indice qui permettrait de croire que de telles mesures d'instruction seraient nécessaires et qu'il ne disposerait pas de tous les éléments indispensables pour statuer dans la présente affaire. En définitive, le Conseil ne peut donc pas acquiescer à la demande d'annulation formulée par la partie défenderesse, dès lors qu'elle apparaît comme une manœuvre dilatoire injustifiée dans une affaire où, de surcroît, elle a déjà dépassé le délai prévu légalement pour adopter la décision querellée, celle-ci ayant été prise largement après le délai initialement prévu par l'article 57/6, § 3, alinéa 3, ancien de la loi du 15 décembre 1980.

B.8. Le Conseil constate que le requérant a présenté au dossier administratif des documents attestant qu'il est bien réfugié palestinien enregistré auprès de l'UNRWA³⁰. La partie défenderesse, dans sa décision litigieuse ou dans sa note complémentaire, ne met pas en cause le fait que le requérant a bénéficié de l'assistance de l'UNRWA. En outre, les déclarations du requérant ne laissent aucun doute sur le fait qu'il a bien bénéficié de l'assistance de l'UNRWA quand il vivait dans la bande de Gaza³¹. Le Conseil estime dès lors disposer d'éléments suffisants pour considérer que le requérant relève du champ d'application de l'article 1^{er}, section D, de la Convention de Genève³².

Il ressort en outre, tant des éléments développés dans la requête que des informations notoires relatives à la situation actuelle dans la bande de Gaza, que le requérant, en tant que réfugié palestinien originaire de cette région, se retrouverait, en cas de retour, dans une zone complètement sinistrée par l'effet de la guerre et de tous les autres événements qui s'y déroulent. Le Conseil estime qu'il serait ainsi placé dans une situation personnelle d'insécurité grave l'empêchant, pour des raisons indépendantes de sa volonté, de bénéficier de manière effective de la protection et de l'assistance de l'UNRWA, dont il peut d'ailleurs être présumé, au vu de la situation sur place, que celle-ci n'est plus effective.

B.9. La partie défenderesse ne fait valoir aucun élément qui permettrait d'arriver à une autre conclusion et en s'abstenant de comparaître à l'audience, elle se prive délibérément du droit d'exposer davantage de remarques à ces égards. Le Conseil rappelle, en tout état de cause, que l'article 2.50 de la loi CCE, qui est rédigé de manière similaire sur ce point à l'ancien article 39/59 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que : « [...] *Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience. Lorsque la partie requérante ne comparaît pas ni n'est représentée, le recours est rejeté. Les autres parties qui ne comparaissent pas et ne sont pas représentées sont réputées acquiescer à la demande ou au recours* ».

B.10. Il convient dès lors de réformer la décision attaquée et de reconnaître la qualité de réfugié au requérant, en application de l'article 1^{er}, section D, second alinéa, de la Convention de Genève.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Le statut de réfugié est accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le 14 juillet deux mille vingt-six par :

A. PIVATO,

présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

²⁹ voy. contra CCE, arrêt n° 335.227 du 30 octobre 2025, § 3.8.2

³⁰ Dossier administratif, pièce 5/3.

³¹ Dossier administratif, pièce 7, « Questions complémentaires Palestine ».

³² Lequel dispose comme suit : « *Cette Convention ne sera pas applicable aux personnes qui bénéficient actuellement d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations Unies autre que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Lorsque cette protection ou cette assistance aura cessé pour une raison quelconque, sans que le sort de ces personnes ait été définitivement réglé, conformément aux résolutions y relatives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, ces personnes bénéficieront de plein droit du régime de cette Convention* »

A. M'RABETH,

greffier assumé.

Le greffier,

La présidente,

A. M'RABETH

A. PIVATO